



**PRÉFET  
DE L'ALLIER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COOPACA**

7 rue du Commerce

03 220 Treteau

Références : 20250404-RAP-63-0378-Insp-COOPACA-StMartinDesLais  
Code AIOT : 0005601505

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement COOPACA implanté Les Cotes 03 230 Saint-Martin-des-Lais. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPACA
- Les Cotes 03 230 Saint-Martin-des-Lais
- Code AIOT : 0005601505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société coopérative agricole COOPACA exploite sur le site de Saint Martin des Lais une installation de stockage de céréales (silos), de produits phytosanitaires et d'engrais.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- NATECH
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites qui avaient été données à l'issue de la précédente inspection	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois (commande) et 3 mois (réalisation)
7	Niveau d'émission sonore	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 9.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites qui avaient été données à l'issue de la précédente inspection	Autre information
2	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13.1.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection avait pour principale vocation d'effectuer un état d'avancement des demandes formulées lors de la précédente inspection (20/06/2024).

D'une manière générale, il est constaté une bonne prise en main par l'exploitant de l'ensemble des demandes formulées, avec une difficulté à respecter les délais exigés par l'inspection lorsque les actions correctives sont dépendantes de prestataires externes.

Aucune proposition de mise en demeure n'est formulée étant données les démarches en cours de l'exploitant. Pour autant, des résultats rapides sont attendus concernant les 2 sujets ci-dessous :

- Propreté des installations : la mise en œuvre d'une organisation permettant de garantir un niveau de nettoyage de l'ensemble des zones, dont les zones difficilement accessibles ;
- Détection incendie : la mise en service du nouveau système de détection automatique d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de rejet à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 4.2, 4.3 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales de concentration de poussières (La concentration en poussières de l'air ambiant dans les rejets atmosphériques ne dépasse pas 40 mg/m3). Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement. Le système de dépoussiérage est aménagé et disposé de manière à permettre les mesures de contrôle de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est régulièrement vérifié.</p>
<b>Constats :</b> <p>La période de séchage 2024, qui s'est déroulée du 09 octobre au 19 décembre 2024, a été</p>

marquée par le signalement de nuisances dues aux vols de folicules de maïs. Deux riverains ont signalés par écrit leurs mécontentements en date du 24 octobre et du 09 novembre 2024.

Les échanges engagés par l'inspection, dès le premier signalement, ont permis de préciser le contexte de la nuisance. À savoir :

- les produits issus de la récolte 2024 sont particulièrement humides et nécessitent des durées de séchage prolongées ;
- les conditions météorologiques sont aggravantes (vent venant du sud favorisant le transport des folicules vers la zone d'habitation mitoyenne et taux d'humidité élevé favorisant la fixation des folicules notamment sur les véhicules).

Ces échanges ont également permis de confirmer le niveau normal d'activité du site et le respect des procédures et consignes d'exploitation.

D'un point de vue technique, suite au premier signalement, l'exploitant a procédé à un audit interne du fonctionnement des équipements relatifs aux 2 séchoirs du site (audit réalisé la semaine du 04/11/2024). Il en ressort une absence d'anomalie concernant le fonctionnement du séchoir SATIG et l'identification d'un défaut de fonctionnement sur une écluse du circuit poussière concernant le séchoir STRAL.

Ce constat technique a amené l'exploitant à demander un diagnostic approfondi à l'installateur du séchoir STRAL. Ce diagnostic a été réalisé le 07/01/2025 et a fait l'objet d'un rapport daté du 01/02/2025.

L'exploitant confirme l'acceptation de l'ensemble des recommandations formulées par l'installateur dans son diagnostic approfondi. Ces actions correctives sont confiées à des prestataires externes spécialisés et sont programmées dans le cadre des opérations de nettoyage et d'entretien réalisées annuellement avant le démarrage de la nouvelle saison de séchage (printemps et été 2025).

L'exploitant s'engage à procéder, avant la saison de séchage 2025, aux éventuels compléments de prestations qui pourraient être formulés par ces prestataires spécialisés lors des opérations de nettoyage et d'entretien.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection une copie des rapports d'intervention des 3 prestataires spécialisés mandatés dans le cadre des opérations de nettoyage et d'entretien des séchoirs du site.

Apporter une vigilance dès le démarrage de la prochaine période de séchage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13.1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le P.O.I. est remis à jour au minimum tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un exercice POI de 1<sup>er</sup> niveau, sans la participation du SDIS03, a été organisé en date du 25 juin 2024 sur la base d'un scénario de départ de feu d'un engin de levage situé à proximité immédiate d'une case à engrais. L'objectif de cet exercice était de tester les premières actions devant être mises en œuvre par les opérateurs présents sur site.</p> <p>Le compte-rendu de l'exploitant indique une bonne connaissance des opérateurs et formule un besoin de mise à jour documentaire du POI.</p> <p>Le POI a été mis à jour à l'issue de l'exercice en juillet 2024. Par sondage, les points suivants sont vus lors de la visite d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les moyens en eau disponible sur site (poteau incendie, réserve 180 m<sup>3</sup>) ;</li><li>• les organes de coupure gaz des séchoirs ;</li><li>• les organes de mise en rétention du site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

#### **Constats :**

Conformément à la demande précitée, l'exploitant a intégré à son POI, sous la forme d'une annexe, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

Les substances potentiellement émises sont identifiées et justifiées au regard de l'activité du site. Un tableau synthétique précise, pour chaque scénario d'accident, les effets potentiels sur l'environnement, leurs caractérisations, les mesures à réaliser dans l'environnement en phase accidentelle et celles à réaliser en phase post-accidentelle.

Le document est synthétique et contient l'ensemble des informations attendues.

Il est néanmoins relevé que les mesures à réaliser dans l'environnement en phase accidentelle sont confiées au service d'incendie et de secours. L'exploitant prenant en charge les mesures post-accidentelle avec l'appui de prestataires externes identifiées dans l'annexe.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les mesures à réaliser dans l'environnement en phase accidentelle étant confiées au service d'incendie et de secours, apporter la justification de la disponibilité des personnels et des équipements pour mener ces prélèvements dans des délais adéquats.

En l'absence de justification, adapter l'organisation pour satisfaire cette obligation de disponibilité. Il est rappelé que les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements ou confiés à des prestations externes. Les contrats correspondants sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 14.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté des locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<b>Constats :</b> <p>Dans la continuité du précédent constat, les galeries supérieures des silos 1 et 2 ont été inspectées. Les zones facilement accessibles par les opérateurs du site sont propres. A l'inverse, les zones difficilement accessibles, c'est-à-dire éloignées des opérateurs depuis les passerelles de visite, notamment les reliefs supérieurs des palplanches métalliques, ainsi que les reliefs des charpentes métalliques de toiture, sont particulièrement chargées en poussières.</p> <p>Le niveau d'encombrement est similaire au niveau constaté lors de la précédente visite d'inspection (20/06/2024).</p> <p>L'exploitant confirme ce besoin de nettoyage et indique avoir engagé des consultations auprès de prestataires cordistes. Une seule offre, jugée non acceptable, a été réceptionnée par l'exploitant.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Considérant les risques d'explosion liés à l'accumulation de poussières, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre un programme de nettoyage englobant les zones difficilement accessibles.</p> <p>Le nettoyage usuel réalisé en interne par les opérateurs du site doit obligatoirement être complété par des campagnes de nettoyage exceptionnelles couvrant les zones difficilement accessibles. Une périodicité doit être définie pour ces campagnes exceptionnelles.</p>



Il est demandé à l'exploitant d'apporter la justification de la mise en œuvre d'une organisation permettant de garantir un niveau de nettoyage de l'ensemble des zones, dont les zones difficilement accessibles.

Une première campagne de nettoyage exceptionnelle est exigée à court terme.

Un engagement de l'exploitant concernant la mise en œuvre de cette organisation est attendu sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.

Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :

- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...)
- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale
- le nitrate d'ammonium technique
- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection (20/06/2024), il avait été constaté la présence de nombreuses épaufrures au niveau des murs séparateurs des cases de stockage d'engrais, notamment au droit de la case C2 dédiée au stockage ammonitrate.

En réunion d'inspection, l'exploitant indique avoir prévu une opération de ragréage des murs séparateurs des cases de stockage, sans préciser la période d'intervention.

Lors de la visite sur site, il est constaté l'utilisation de 2 cases pour le stockage d'ammonitrate (cases C2 et D7) avec un niveau de remplissage très faible. La case C2 présente des épaufrures comparables au constat fait lors de l'inspection de 2024. Aucun désordre n'est relevé au droit de la seconde case D7.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des faibles niveaux de remplissage, ré organiser l'affectation des cases de stockage afin de libérer la case C2 et ainsi programmer l'opération de ragréage des murs séparateurs.</p> <p>Transmettre un échéancier de réalisation sous 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Détection automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.</p> <p>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente visite d'inspection (20/06/2024), l'exploitant a engagé une démarche de modernisation du système de détection automatique d'incendie sécurisant le bâtiment de stockage d'engrais.</p> <p>L'exploitant indique avoir pris du retard dans la passation de la commande en raison de l'absence d'un label qualité exigé pour l'assureur de l'exploitant.</p> <p>Cette exigence de label a contraint l'exploitant à relancer son appel d'offres. Celui-ci était en cours de finalisation le jour de l'inspection (visites réalisées, devis en attente).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre sous 1 mois la justification de la passation de la commande.</p> <p>Transmettre le rapport du prestataire confirmant la mise en service du nouveau système de</p>

détection automatique d'incendie.
Vérifier l'adéquation des consignes du site avec ce nouvel équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois (commande) et 3 mois (réalisation)

**N° 7 : Niveau d'émission sonore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure sera effectuée par un organisme agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées en se référant aux paragraphes 9.2.2 et 9.2.3, tous les 3 ans. Les résultats seront transmis avec leur commentaire dans le mois qui suit leur communication par l'organisme tiers à l'inspection des installations classées. Les frais sont supportés par l'exploitant.</p>
<b>Constats :</b> <p>Maintien de la demande (échéance au 31/12/2025)</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant veillera à identifier la ou les sources responsables des dépassements, notamment en ce qui concerne l'émergence de nuit au point C. Il proposera ensuite des actions correctives permettant de réduire ces dépassements. Considérant les dates des précédentes mesures (2021 en marche et 2022 à l'arrêt), il est demandé de prévoir une mesure du niveau d'émission sonore du site au plus tard au 31/12/2025, avec la fourniture d'un rapport d'analyses dans un délai n'excédant pas 3 mois. Dans la mesure du possible, l'exploitant exigera du prestataire une analyse fine des niveaux de bruits enregistrés permettant de corriger, le cas échéant, les sources responsables des dépassements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois